

«Le programme traditionnel proposé par les syndicats ne fonctionne pas»

Daniel Cohn-Bendit

INTERVIEW

FRÉDÉRIC ROHART

Depuis qu'il a quitté son costume de député européen, Daniel Cohn-Bendit est un peu documentariste pour Arte – son tournage sur la coupe du monde au Brésil doit sortir à la fin de l'année – et un peu polémiste: il tient une chronique sur Europe 1. En ce moment l'ancien leader écologiste se fait même un peu commercial, puisqu'il est en tournée de promotion pour «L'humeur de Dany», le recueil de chroniques qu'il vient de publier chez Robert Laffont. Il y parle de politique, d'Europe, d'écologie. D'un peu de tout.

Jean-Claude Juncker, votre ami, vient de demander au Parlement européen de lui renouveler sa confiance après le scandale des Lux Leaks. «L'Europe de la dernière chance» est-elle en péril?
Que Juncker était un lobbyiste de l'optimisation fiscale pour le Luxembourg c'était une évidence, on le savait avant. Ce qui est intéressant, c'est de voir ce qu'ils vont proposer maintenant. Si Juncker pousse pour qu'une directive oblige les pays à changer la législation pour que ces pratiques ne soient plus possibles, ça aura été une bonne chose. Il faut que la légalité devienne morale, et cela ne peut se faire que par une directive européenne.

M. Juncker parle d'assiette commune, d'échange d'informations, pas de mettre fin à la concurrence fiscale. L'optimisation fiscale est-elle selon vous un problème

en soi?

Oui, pour moi c'est un problème en soi. On pourrait éviter des tas de problèmes en disant: là où vous générez des bénéfices, vous payez vos impôts. Ça serait le plus simple pour les entreprises. Si BNP Paribas fait de l'optimisation fiscale, ça rapporte quoi à qui? Rien, ça n'est pas comme ça qu'on peut vivre ensemble. Il faut être clair et net: comme on demande aux citoyens de payer leurs impôts, il faut qu'on demande aux entreprises de payer leurs impôts. Point à la ligne. Je crois que Juncker va proposer quelque chose, il faudra juger sur pièce.

M. Juncker veut relancer la machine économique avec un plan de 300 milliards

d'euros. Il n'en a encore rien dévoilé, mais on sait que l'Allemagne, entre autres, ne veut pas entendre parler d'accommodements avec les budgets des États membres. Une relance sans creuser les déficits, vous y croyez?

Il y a plusieurs possibilités. Il y a de l'argent dans le mécanisme européen de stabilité, il y a des garanties qui dorment. Le prix du pétrole baisse, alors il y a des gens qui proposent de ne pas baisser les accises sur le pétrole et que les États utilisent le surplus pour créer un fonds d'investissement commun. On peut inventer beaucoup de possibilités.

Jean-Claude Juncker a-t-il les mains libres pour faire un plan à sa sauce ou est-il condamné à faire la synthèse des positions de Paris et Berlin?

Ça dépend de sa tactique, de sa stratégie. Je crois qu'il faut qu'il propose son plan et que ce plan soit discuté non pas en amont avec les gouvernements mais après, aussi bien avec

le Parlement européen qu'avec les États. Et on verra. Je crois qu'il est possible de relancer les économies avec une économie durable qui permette la modernisation écologique. Il faut que les pays qui le veulent créent un véritable rapport de force au Conseil. Il peut y avoir un rapport de forces entre le Parlement européen et certains pays... Il faut faire de la politique! L'Allemagne, à la fin, ne pourra pas toujours dire: «Nein, nein, nein.»

Vous aimez bien Juncker. Vous partagez ses vues, ses ambitions?

Quand il dit être un chrétien social, je crois que c'est vrai. Il a une sensibilité sociale. Maintenant il faut voir comment il le fait. Le problème c'est de savoir s'il arrive à avoir une sensibilité écologique. C'est quelque chose à démontrer...

Vous avez pris votre retraite politique juste avant que les Verts se fassent sanctionner aux élections européennes. Le parti belge Ecolo en particulier est très affaibli...

Il y a une crise de l'écologie politique, et pas seulement en Belgique. On arrive dans un nouveau cycle: on ne peut pas répéter inlassablement ce qu'on dit depuis vingt ou trente ans. Je crois que le grand problème de l'écologie politique c'est que les mesures qu'on propose sont des mesures pour éviter que «ça s'aggrave dans 20 ans». Or il faut comprendre qu'on est dans une démocratie de l'immédiat et que les citoyens ne suivent pas les mises en perspective. On n'y a pas trouvé de réponse.

Vous continuez à participer à ce débat? Vous avez donné des conseils à Ecolo?

Je ne donne pas des conseils. Je discute avec les gens, mais papa est

parti et c'est aux enfants de réorganiser l'aire de jeu!

Le Belge Philippe Lamberts vous a succédé comme co-président du groupe des Verts au Parlement européen.

Ce n'était pas votre candidat idéal, quel regard portez-vous sur ses premiers pas?

Je n'étais pas pour lui, mais maintenant il a gagné. Aujourd'hui j'ai pour la première fois discuté un peu avec lui... Le problème du groupe des verts au Parlement européen ce n'est pas Philippe Lamberts ou Rebecca Harms: c'est le problème de tout un groupe qui cherche son identité politique.

La Belgique vit au rythme de débats très en vogue en Europe: la compétitivité salariale, la retraite à 67 ans... Pas de chronique en vue?

Les programmes traditionnels proposés par les syndicats ne fonctionnent pas. C'est le problème en Italie, en France et ici. En même temps les propositions du centre-droit font peser le poids de la crise sur les mêmes épaules. Je crois que aussi bien le centre-droit au pouvoir que la gauche n'ont pas encore trouvé les clés pour la réponse aux crises. Maintenant la retraite à 67 ans, elle ne m'affole pas...

Vous avez pris votre retraite politique à 69 ans, et vous continuez à travailler.

Mais je crois qu'il y a un faux débat. C'est vrai qu'on vit plus longtemps, le système de retraite ne peut pas continuer à fonctionner comme ça. Ce que je ne comprends pas c'est pourquoi on n'arrive pas à se lancer dans une réflexion plus rationnelle. Je veux bien travailler plus longtemps, mais physiquement c'est beaucoup plus éprouvant. Pourquoi

ne pas réduire à partir d'un certain âge - mettons 55 ans - le temps de travail? Vous pouvez travailler jusqu'à 67 ans en travaillant à la fin un tiers du temps. Un tiers, vous aidez ceux qui commencent, et les deux tiers c'est payé par les retraites. C'est ça le débat qu'on devrait avoir. La retraite à 67 ans oui, mais il faut travailler beaucoup moins.

Ce n'est pas ce que vous vous êtes appliqué...

Oui! Vous savez, moi comme parlementaire je venais le mardi à Bruxelles et je repartais le jeudi soir. J'avais encore quatre jours devant moi. J'essayais d'équilibrer les choses...

